

## STEREOTYPIE DU DISCOURS ET DU COMPORTEMENT POLITIQUES ET STRUCTURES MENTALES

**Jean-Pierre FAYE**

Pr. Titulaire

Département de Philosophie

FASTEF/UCAD

**Le problème qui nous préoccupe ici n'est pas d'ordre linguistique, bien qu'une structure linguistique déterminée, en l'occurrence celle du français chez nous ou, par exemple de l'anglais en d'autres lieux, puisse servir de support à la communication entre les hommes. Il faut, et l'on est contraint de reconnaître qu'une structure linguistique se cache pour survivre en s'incarnant dans une autre, officielle cette fois-ci, et qui lui emprunte les schèmes opératoires de son discours sur le monde.**

**Il y a pour ainsi dire une formulation première du monde, semble-t-il hors d'usage, et qui ne peut plus exprimer les problèmes du temps présent, mais dont une certaine gaucherie verbale tente de restituer, de manière inconsciente, les valeurs de civilisation. Nous voulons nommer le discours politique et le mode de comportement qui l'accompagne ou le traduit en apparence, plus concrètement le discours de nos gouvernants, de nos hommes d'Etat.**

**Il ne s'agit pas tant de fautes d'une langue, comme s'il en existait une qui eût eu plus d'efficacité que d'autres à traduire ce que nous ressentons au fond de nous-mêmes. Pour notre part, nous croyons à une sorte de contingence de toutes les langues en ce que toutes, obéissant à des structures grammaticales quoique dans des formes variées, sont interchangeables. Cette conviction est défendue par d'éminents chercheurs tels que l'Abbé Froment et Noam Chomsky<sup>1</sup>.**

**Il n'existe par conséquent pas une langue imparfaite ni insuffisante par rapport à une autre. Les mêmes sentiments et émotions habitent tous les humains. Ce faisant, nous voulons rejeter l'idée selon laquelle le discours politique exprimé dans la langue léguée par le colonisateur poserait problème, sous prétexte qu'il s'agit ici d'une langue qui impose, à partir d'instances culturelles spécifiques parce que allogènes, ses découpages conceptuels, ses liaisons syntaxiques et les structures catégorielles qui lui sont propres. Ce serait une erreur de penser que l'éclat du sens surgit dans le mot, puisque, en fait, et Emile Benveniste entre autres linguistes le suggère, la fonction primordiale de la langue est de fournir la *configuration fondamentale des propriétés reconnues par l'esprit aux choses*<sup>2</sup>.**

**Il y a un vide initial des mots, qui correspond à un non-sens initial des choses et des actes. Le fait de le remplir s'opère dans et par l'expérience au monde. C'est un fait d'histoire collective. Ainsi, selon nous, le langage n'est pas le fait principal de la culture.**

---

1. Froment, Abbé, *Réflexions sur les fondements de l'art de parler ou supplément à la grammaire générale et raisonnée*, Préface de Félix Locquin, 1845, p. 234.

Noam Chomsky, *Réflexions sur le langage*, trad. J.C. Milner, B. Vautherin et P. Fiala, Maspéro, 1971, pp. 40-41.

2 Benveniste, Emile, *Problèmes de linguistique générale*, Gallimard, 1966, PP. 70-71. De même, dans *Ce que parler veut dire*, P. Bourdieu conteste la thèse développée par J.L. Austin dans *Quand dire c'est faire* selon laquelle les mots enferment en eux-mêmes pouvoir et efficacité.

Ce qui forme notre mental préexiste aux mots, à savoir l'ordre des affects que le langage traduit en métaphores pour en donner une intelligibilité toute particulière. Or, il appartient aux *entités culturelles*<sup>3</sup>, qui jouent ici le rôle d'une instance, de déterminer ce mode de conduite tant au niveau pratique que verbal.

Ainsi, l'infrastructure linguistique repose elle-même sur les structures mentales relevant spécialement de conduites d'existence habituelles, de relations sociales normalisées, de croyances, etc. C'est pourquoi le changement social qui s'accompagne d'un changement de langue de communication n'entraîne pas obligatoirement un changement des mentalités. Le dire et le faire ne se correspondent pas de façon automatique.

De ces considérations, nous tirons ce propos qui nous préoccupe le plus, à savoir que, quand nous venons au monde, il y a un déjà-là de l'univers modelé, structuré et dont notre langue, toute langue, peut, avec plus ou moins d'exactitude et de bonheur, exprimer la configuration.<sup>4</sup>

Cet univers est celui de nos structures mentales, sorte de lieu de convergence d'interférences multiples et dont le mécanisme semble nous échapper. Peut-être, cela explique-t-il que, parfois, ce que l'on dit et/ou fait semble traduire des forces lointaines, obscures et qui échappent à la logique et au contrôle de la pensée critique et technique. Tel est le sens que nous accordons ici à ce terme de stéréotypie, tout en en excluant, cela s'entend, une quelconque connotation pathologique. Un tel fait trouve à se manifester en chaque homme, mais plus fréquemment encore chez ceux qui ont délégation de pouvoir et de parole. Car la détention, par une légitimation juridique de l'Autorité, libère davantage le geste et la parole, lesquels font échos au mental, c'est-à-dire à la pensée et à l'ensemble du processus de la réflexion.

Mais l'on peut changer de manière de parler et de langue. Le mode de pensée reste néanmoins déterminé par les instances culturelles qui participent à la codification de la pensée. Si la langue fournit à la pensée sa logique externe, sans que la pensée elle-même en soit prisonnière, de même que la manière de marcher ne se confond pas avec la marche elle-même, ce sont tout de même les instances culturelles qui fournissent la logique de l'action et qui modulent celle-ci d'une façon quasi incontournable.

Dès lors, l'on peut comprendre que les changements de pratiques politiques, dans nos Nations à peine sorties du diktat de la tradition, n'aient pas été de paire avec les changements au niveau de la symbolique de l'idéologie du Pouvoir. Cela expliquerait, chez nos gouvernants, les comportements physiques et les expressions verbales en complet déphasage par rapport au contexte et à l'esprit du temps, comme si, pris par une sorte de démon du passé, ils retournaient aux valeurs de nos pères.

La déprise du passé n'a pas toujours entraîné des modifications dans la substance linguistique. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait user d'abstractions permettant d'exprimer les urgences politiques nouvelles, puisque la langue constitue, pour parler par image, l'antiquaire des instances culturelles (ici ancestrales) ; elle informe et oriente l'esprit, lequel est, en quelque sorte, une tabula rasa linguistique : la langue (ou le

---

<sup>3</sup>. Expression de M. Foucault reprise par N. Mouloud dans G. Simon, *Dialogue avec N. Mouloud*, in, *La Nouvelle critique*, pp.18-19.

<sup>4</sup>. Cf. Whorf, B.L. *Linguistique et anthropologie*, Denoël, trad. C.P. Carme, 1969, PP. 125, 126,139.

langage) n'a pas d'abord affaire à la pensée ; elle a affaire aux choses, et, en tout premier lieu, à celles qui nous sont familières. Elle a la capacité de nous parler de ce qui a existé, de ce qui n'existe pas ou pas encore.

Cependant, en tant que pures possibilités ou simples fictions, les choses peuvent exister comme affects ou passions, comme réalités échappant à toute formulation. Elles ne sont pas l'objet d'un prétendu moi profond ni d'un hypothétique inconscient. Comme partie prenante de la structure génotypale qui est au fondement de notre idiosyncrasie, affects et passions se constituent en un soi que l'on ne saurait reconnaître dans aucun discours unificateur. La pensée a donc la capacité de divaguer, pour ainsi dire s'installer dans un hors-la-langue, et, en ce lieu, découvrir des réalités irréelles. Elle peut se soustraire aux contraintes de la langue, en devenant un pathos de ces choses informulées, un complexe de sensations, rêverie, phantasme, etc. C'est pourquoi le discours qui invoque le passé révoque le présent au nom d'une logique désuète, d'un pathos plutôt que du logos : les grands discours politiques en sont souvent marqués.

C'est donc un état de civilisation et de culture qui nous est révélé dans le vocabulaire politique. La temporalité y entre en conflit avec elle-même, parce qu'elle se constitue à partir de deux structures (le passé et le présent) aux exigences différentes, parfois inconciliables. C'est que la tradition continue de fournir et d'inspirer la logique de l'action politique. De là vient la difficulté à s'adapter au jeu démocratique, qui se manifeste sur deux plans.

1) Au plan subjectif et intersubjectif, par un apprentissage difficile de la liberté de penser comme d'agir. Le désir communautaire du consensus à l'œuvre dans la palabre, laquelle est le discours de la concorde spiralée autour de la tradition, est, en réalité, une des formes les plus vicieuses du refus du droit de penser ou d'agir différemment ou à contre-courant de l'opinion commune. Car au sortir de la palabre, la tradition a toujours le dernier mot et non point les idées novatrices. Il y a un écart entre les lois positives auxquelles se réfèrent nos Constitutions, et les pratiques politiques au nom d'une certaine conception étriquée de l'homme et de la chose publique. Cela facilite, pour finir, la tendance à la fascisation (au sens étymologique de ce terme) du pouvoir politique.

Le langage le manifeste, en ce sens qu'il devient le véhicule de la nouvelle structure de domination et de dépendance, en dépit de l'idée démocratique de souveraineté, mais tout en demeurant enraciné dans la structure linguistique de la culture de base. L'on se sent indispensable, investi d'une mission historique, irremplaçable. Mais ce sont là des titres antidémocratiques ! Qu'à cela ne tienne. Pour un homme d'exception –ou qui se considère comme tel -, il n'y a pas de limite juridique à laquelle se conformer. C'est pourquoi les fondements de la démocratie sont sans cesse menacés et que les Lois et Constitutions de nos pays sont à la merci des manipulations politiciennes à courte vue. Par exemple l'on s'autorise à changer de système idéologique : pourquoi ne pas se faire élire à vie ? Le peuple acceptera, certes, par allégeance ou bien de force ; il n'a pas besoin de comprendre, car un peuple qui comprend ce qui lui arrive devient un peuple dangereux.

A moins d'ajuster la situation aux structures traditionnelles du pouvoir, celle de nos idéologies féodales par exemple. Il n'y a pas si longtemps, - comme encore de nos jours -,

on ne regardait pas plus la valeur intrinsèque de l'individu que celle de son lignage.<sup>5</sup> Cette fibre-là n'a que faire des règles démocratiques. L'Etat n'est pas pour tous, ni au service de tous, et il n'existe pas de société civile *in stricto sensu*. L'Etat, c'est l'Etat de celui qui est à sa tête, de sa famille, de son clan, de son ethnie : c'est son gâteau. C'est le règne du paternalisme, puisque les relations de chef à subordonné sont déjà déterminées, programmées dans nos structures mentales. Le passé a déjà décidé pour tous.

Ce type de relation est une résurgence parmi ceux qui, jadis, étaient entretenus entre père et enfants, souverain et sujets. Voilà pourquoi, aujourd'hui, nous sommes si bien protégés ! Car l'Etat est une grande famille, une nouvelle communauté villageoise ; le Président n'est pas un Président comme les autres ; c'est le « Père de la Nation ». Telle est la nature du discours politique de nombre de nos hommes d'Etat.

2) Ce discours-là est à la mode, au sens où on parlerait de mode dans le domaine vestimentaire ou de la musique. Il investit tout, pour réchauffer les cœurs, même ceux des voisins les plus perfides ; il donne force et efficacité aux prestations de service. Ainsi le vocabulaire idéologique manifeste-t-il la persistance et l'usage sans cesse renouvelé d'une terminologie ancestrale qui résiste à l'institution positive, de sorte que le maintenant et l'après fonctionnent, tous deux, sur le mode de l'avant, le réel sur celui de l'imaginaire. Sinon, quelle autre valeur pourraient avoir, pour nous, les notions et expressions ci-après ?

- Le Père de la Nation.
- Le Guide éclairé.
- Mon ami et frère le Président de...
- Le Sauveur – Osagyefo, ainsi se faisait appeler Nkuamé Nkrumah - .

La République glisse vers une monarchie providentielle – ce que l'on est devenu avait été préparé par les Mannes des Ancêtres. Destin exceptionnel. C'est pourquoi nos gouvernants ont toujours été auréolés. Le pouvoir politique relève dès lors de la mythologie et de la fiction, dont le charisme du chef tire sa substance et s'en nourrit.

Il est aisé de comprendre le glissement de sens qui s'opère dans le concept de la République comme dans celui de Président de la République. Procédons, à titre d'exemple, à des versions de concepts, du français au seerer et au wolof. Nous comprendrons alors pourquoi ce glissement de sens est plus qu'un problème linguistique : c'est un problème de structure mentale enracinée dans une vision culturelle toujours déterminante. En réalité, le langage ne fait que traduire cette préexistence et cette proximité des structures traditionnelles du Pouvoir politique ; c'est sa fonction, laquelle se donne ici d'une manière tout à fait opportune.

Français :  
**Pouvoir politique**  
**Président de la république**  
**Republique**

Seerer :  
**Maat**  
**Yaal saax**  
**Saax**

Wolof :  
**Nguur**  
**Njiitle, Borom dekk**  
**Nguur**

<sup>5</sup>. Tels ces villageois du Congo-Léopoldville nouvellement indépendant qui accueillent, à genoux, un ministre natif de leur terroir.

**Remarques ex datis** : la transcription des termes n'obéit en général à aucune logique linguistique, mais plutôt à des intentions signifiantes, pour mieux le dire, à des motivations d'ordre culturel. Cela explique que le passage du français à nos langues maternelles est toujours entaché d'une trahison sémantique. Mais ce n'est nullement une excuse, car il est parfaitement possible de traduire une idée ou un concept d'une langue à une autre. C'est une entreprise technique. Mais nous le faisons mal lorsque nous nous évertuons à conformer la traduction à un univers mental et culturel dépassé. La façon dont se traduit la notion de pouvoir en seerer et en wolof le montre : *Maat* et *Nguur* sont des notions qui expriment des attributs de la royauté. En effet, en seerer, le Maat renvoie au Maad, c'est-à-dire le Roi ; et en wolof, le Nguur renvoie au Buur, qui signifie également le Roi.

La même confusion apparaît dans le second et le troisième exemples puisque l'Etat renvoie, quelles qu'en soient le régime et la forme, à une réalité comme propriété attachée à une personne : *Yaal* et *Borom* signifient un « propriétaire », un « maître incontesté ». Il est de ce fait aisé de comprendre le télescopage des genres et des statuts, de la *res publica* et de la *res privata*. Le Pouvoir donne des droits, et, au pire des cas, illimités, à celui qui l'exerce. Cet absolutisme dans la pratique politique trouve son expression linguistique dans les discours politiques de nos « Pères de la Nation ».

.....